

Ne laissez pas mourir les étudiant·e·s d'aujourd'hui et de demain : vite une allocation d'autonomie !

“C'est dur d'avoir 21 ans en 2021”, la blague de la nouvelle année 2021 ? Non, une déclaration de Frédérique Vidal sur Twitter le 5 février. Après les “bonbons laissés sur les tables” justifiant la fermeture des universités et le tristement célèbre (en substance) “merci pour vos sacrifices, votre pays vous les rendra”, alors que des étudiant·e·s se suicident, la Ministre de l'Enseignement Supérieur nous a donc béni d'une nouvelle petite phrase démontrant sa déconnexion avec la réalité des étudiant·e·s.

En attendant, les queues des distributions alimentaires s'allongent, nos adresses mail et nos permanences sont pleines d'étudiant·e·s au bord du gouffre ne sachant pas comment s'en sortir pour, tout simplement, étudier. Lors du premier confinement, 36% des étudiant·e·s ont dû interrompre leur activité rémunérée, seul moyen pour beaucoup de s'en sortir, perdant ainsi en moyenne 274€ par mois¹. Aujourd'hui, la situation empire de jour en jour.

En attendant, nous mourons. De faim. D'angoisse.

En attendant, les membres du Gouvernement et de la majorité se succèdent avec des propositions toutes plus grotesques pour faire “comme si” il·elle·s répondaient à la précarité des étudiant·e·s, sans déboursier quoi que ce soit. Sarah El Hairy nous invite à faire des services civiques pour nous en sortir (alors que ceux-ci ne sont ni un emploi, ni des aides sociales et que les études sont déjà un travail à temps plein). Stanislas Guérini nous propose, lui, de faire des prêts et de commencer notre vie dans le monde du travail avec 10 000€ de dette, afin d'être certain que les étudiant·e·s ne coûtent pas trop cher au pays.

Il est temps d'arrêter l'indécence, le mépris et l'infantilisation de notre génération. Il est temps de répondre aux revendications urgentes des étudiant·e·s en investissant 1,5 milliard d'euros dans la lutte contre la précarité étudiante, entre autres, en augmentant immédiatement les bourses et les aides au logement. Mais il est aussi temps de reconnaître que la précarité extrême que nous vivons aujourd'hui est la conséquence d'un système de protection sociale déficient depuis des années, affaibli en début de quinquennat par le gouvernement d'Emmanuel Macron. La conséquence d'un système de bourses qui exclut 73 % des étudiant·e·s, dont les montants sont largement inférieurs au seuil de pauvreté et qui nous considère comme des enfants en nous rattachant à nos parents.

En effet, le renvoi systématique aux revenus de nos parents nous fait nous poser une question : existons-nous entre 18 et 25 ans ? Nous avons la sombre impression d'être dans une réalité parallèle où nous n'existons que lorsque cela arrange les gouvernant·e·s, où nous avons des responsabilités (pénale, civique, etc..) mais pas de droits sociaux. Infantilisé·e·s, nous ne pouvons pas réellement faire nos propres choix : tout dépend du portefeuille de nos parents.

Nos études, nos choix de vie, notre logement ne sont pas vraiment les nôtres. Et ainsi, nous nous engluons dans un ascenseur social en panne où nous ferons le même métier que nos

¹ Chiffre de l'Observatoire de la Vie étudiante, enquête 2020, “la vie d'étudiant confiné”

parents parce que c'est tout ce que nous connaissons. Lorsque notre famille n'est pas supportable, que nous y sommes violenté·e·s ou que nous refusons des injonctions trop fortes et que nous finissons par nous émanciper de celle-ci, il nous faut parfois l'attaquer en justice pour pouvoir être accompagné·e socialement à la hauteur de nos besoins.

Être jeune en France c'est donc faire face à un système de bourses défaillant, excluant, insuffisant, infantilisant pendant nos études et à l'absence de RSA, ou d'allocation chômage (faute d'avoir cotisé suffisamment longtemps) pendant notre insertion professionnelle. **Notre génération n'a aucun filet de sécurité.**

Le cri d'alerte que nous poussons ces derniers mois doit être entendu avant qu'il ne soit trop tard. Chaque année le coût de la vie étudiante progresse, chaque année notre accès aux études se restreint, chaque année les plus précaires se salarient un peu plus au prix de leur réussite, chaque année les inégalités progressent.

L'heure est à l'Allocation d'Autonomie pour les étudiant·e·s et au RSA pour les jeunes de moins de 25 ans en recherche d'emploi.

Sauver les étudiant·e·s d'aujourd'hui et de demain c'est mettre en place une Allocation d'Autonomie, c'est-à-dire une aide universelle, d'un montant suffisant pour vivre, calculée en fonction de la situation de l'étudiant·e et non de ses parents. Une aide pour tou·te·s les étudiant·e·s, *a minima* correspondante au seuil de pauvreté, garantissant notre indépendance. Face à l'ampleur de la crise, il faut travailler dès maintenant à la remise à plat de notre système d'aides sociales. Arrêtons les aberrations telles que la demi-part fiscale qui bénéficie plus aux familles aisées qu'aux jeunes en difficulté. Mettons fin à la reproduction sociale et aux inégalités en assurant à chacun·e un soutien financier pour pouvoir faire des études sereinement.

Madame Vidal, Messieurs Castex et Macron, arrêtez les atermoiements et faites des choix historiques pour notre pays, pour notre génération et celles qui nous succéderont : ne nous laissez pas mourir, protégez l'avenir du pays ! Regardez nos voisin·e·s danois·e·s qui ont mis en place ce système dans les années 90 et en récoltent aujourd'hui tous les bénéfices !

Si le pays nous fait réellement confiance, si nos sacrifices nous sont vraiment rendus, vous nous écouterez, vous agirez.

Mélanie Luce
Présidente de l'UNEF